

L'an deux mil douze, le dix-neuf mars, à vingt heures trente, le Conseil Municipal s'est réuni en session ordinaire à la Mairie sous la présidence de Madame Sophie MÉTADIER, Maire.

Étaient présents :

Mme Michelle Cournarie, M. Philippe Méreau, M. Yves Bandeville, Mme Georgette Barrault, Mme Raymonde Vequaud, M. Pascal Beaussier, M. Joël Antier, M. Fabrice Davoigneau, Mme Michèle Gratade, Mme Monique Guéry, Mme Michèle Villatte.

Absents excusés : Jérôme Tarnier (pouvoir à Sophie Métadier), Marie-Claire Bouin (pouvoir à Michèle Villatte), Olivier Piqueux (pouvoir à Fabrice Davoigneau), Jean-Claude Dupas (pouvoir à Philippe Méreau)

Absents : M. Frédéric Dupuis, Mme Dominique Macé, Mme Estelle Patoz.

Michèle Villatte est élue secrétaire.

Le compte-rendu du Conseil Municipal du 5 mars est approuvé à l'unanimité

Suite aux événements tragiques et à l'assassinat notamment de trois enfants à Toulouse, Mme le Maire propose au Conseil Municipal d'observer une minute de silence.

DCM 2012-009. VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF 2011

M. Yves Bandeville, doyen de la séance, préside le conseil municipal et présente le compte administratif 2011 s'élevant à :

- Section de fonctionnement
 - 951 332.36 € en dépenses
 - 1 140 108.55 € en recettesCe qui représente un excédent de fonctionnement de 188 776.19 €.
- Section d'investissement
 - 1 079 975.08 € en dépenses
 - 936 193.64 € en recettesCe qui représente un déficit d'investissement de 143 781.44 €.

Mme le Maire quitte la séance.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- Accepte le compte administratif 2011.

DCM 2012-0010. VOTE DU COMPTE DE GESTION 2011

Mme le Maire préside le Conseil Municipal.

Mme Chevrel, percepteur présente au Conseil Municipal le compte de gestion, pour l'année 2011. Le compte de gestion est le reflet exact du compte administratif.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- Accepte le compte de gestion 2011.
- Autorise Mme le Maire à signer tous les documents nécessaires à la poursuite du dossier.

DCM 2012-0011. AFFECTATION DU RESULTAT 2011

Le compte administratif 2011, fait apparaître un excédent cumulé de fonctionnement de 188 776.19 €, ainsi qu'un déficit cumulé d'investissement de 257 206.49 € augmenté du résultat déficitaire des restes à réaliser de 160 915.59 € soit un total de 418 122.08 €.

Madame le Maire propose au Conseil Municipal d'affecter l'excédent de fonctionnement à l'article 1068, pour couvrir partiellement le déficit d'investissement :

COMMUNE DE BEAULIEU-LÈS- LOCHES
EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
AFFECTATION DU RESULTAT DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE 2011

Le Conseil Municipal réuni sous la présidence de Sophie MÉTADIER, Maire.

Après en avoir examiné le compte administratif, statuant sur l'affectation du résultat
 De fonctionnement de l'exercice.

Constatant que le compte administratif fait apparaître :

- Un excédent de fonctionnement de :
- Un déficit de fonctionnement de :

Décide d'affecter le résultat de fonctionnement comme suit :

AFFECTATION DU RÉSULTAT DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE	
Résultat de fonctionnement A - <u>Résultat de l'exercice</u> Précédé du signe + (excédent) ou - (déficit) B - <u>Résultats antérieurs reportés</u> Ligne 002 du compte administratif, précédé du signe + (excédent) ou -(déficit) C - Résultat à affecter = A+B (hors restes à réaliser) (Si C est négatif, report du déficit ligne 002 ci-dessous)	+ 188 776.19
D - <u>Solde d'exécution d'investissement</u> D 001 (besoin de financement) R 001 (excédent de financement)	257 206.49
E - <u>Solde des restes à réaliser d'investissement (4)</u> Besoin de financement Excédent de financement (1)	160 915.59
Besoin de financement F	=D+E 418 122.08
AFFECTATION = C	=G+H
1) Affectation en réserves R1068 en Investissement G = au minimum, couverture du besoin de financement F	188 776.19
2) H Report en fonctionnement R 002(2)	
DEFICIT REPORTE D 002 (5)	

(1) Indiquer l'origine : emprunt : _____, subvention : _____ ou autofinancement : _____

(2) Eventuellement pour la part excédant la couverture du besoin de financement de la section d'investissement.

(3) Joindre les documents prévus par l'instruction M14 (vol1, Tome II, Titre 3, Chapitre 5 §4).

(4) Le solde des restes à réaliser de la section de fonctionnement n'est pas pris en compte pour l'affectation des résultats de fonctionnement.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement sont reportés au budget de reprise en compte après le vote du compte administratif (5). En ce cas il n'y a pas d'affectation.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- Accepte l'affectation du résultat 2011, soit la somme de 188 776.19 €, au compte 1068 de la section d'investissement,
- Autorise Mme le Maire à signer tous les documents nécessaires à la poursuite du dossier.

DCM 2012-0012. VOTE DES TAXES 2012

Mme Le Maire rappelle au Conseil Municipal que celui-ci doit voter annuellement les taux des trois taxes communales : taxe d'habitation, taxe foncière bâtie et taxe foncière non bâtie.

La commission des finances propose de ne pas augmenter les taux, et de reprendre ceux de l'an dernier qui sont les suivants :

- Taxe d'habitation : 12.71 %
- Taxe foncière bâtie : 13.76 %
- Taxe foncière non bâtie : 44.48 %

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- Décide de ne pas augmenter les taux et de reprendre ceux de l'an dernier, qui seront les suivants :
 - Taxe d'habitation : 12,71 %
 - Taxe foncière bâtie : 13,76 %
 - Taxe foncière non bâtie : 44.48 %
- Autorise Mme le Maire à signer tous les documents nécessaires à la poursuite du dossier.

DCM 2012-0013. VOTE DU BUDGET 2012

Mme le Maire précise que les projets de budgets ont été examinés lors de plusieurs réunions de la commission des finances, après avis des commissions communales.

Mme le Maire propose au Conseil Municipal de se prononcer sur le budget 2012 de la commune, ce document s'équilibrant en dépenses et en recettes de la manière suivante :

- Section de fonctionnement : 1 099 514.00 €
- Section d'investissement : 1 381 729.08 €

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- Décide de voter le budget 2012 tel que proposé.
- Autorise Mme le Maire à signer tous les documents nécessaires à la poursuite du dossier.

DCM 2012-0014. VOTE DES SUBVENTIONS 2012

Mme le Maire précise que la répartition des subventions a été examinée par la commission des associations. Mme Cournarie, adjointe, donne des explications sur l'évolution des subventions prévues et propose la répartition suivante des subventions communales pour l'année 2012.

article	Dépenses	Pour mémoire 2011	Propositions 2012	Observations	Vote du Conseil Municipal €
6574	Subventions de fonct. Aux pers.de droit privé				
65742					
	Amicale du personnel	1 700,00 €	1 700,00 €		1 700,00 €
	Amis de Saint-Laurent	10 000,00 €	3 000,00 €		3 000,00 €
	Amis de Saint-Laurent (Festival Jeune Public)	1 500,00 €	1 500,00 €		1 500,00 €
	Amis de Saint-Laurent (25ème anniversaire)	500,00 €	0,00 €		0,00 €
	Anciens combattants, UNCAF	155,00 €	155,00 €		155,00 €
	Coopérative Scolaire Maternelle	1 400,00 €	1 400,00 €		1 400,00 €
	Coopérative Scolaire Primaire	2 000,00 €	2 000,00 €		2 000,00 €
	Familles Rurales (fonctionnement)	1 500,00 €	1 500,00 €		1 500,00 €
	Familles Rurales manifestation	400,00 €	400,00 €		400,00 €
	Jeunes agriculteurs	250,00 €	0,00 €		0,00 €
	SAD (animaux en détresse)	150,00 €	150,00 €		150,00 €
	Sonates d'Automne	5 500,00 €	5 500,00 €		5 500,00 €
	Souvenir Français	50,00 €	50,00 €		50,00 €
	Banque alimentaire	0,00 €	200,00 €		200,00 €
	Resto du cœur	200,00 €	200,00 €		200,00 €
	UNRPA	320,00 €	320,00 €		320,00 €
	Page à Page	0,00 €	800,00 €		800,00 €
	Maladie Alzheimer CLIC Sud Touraine	100,00 €	100,00 €		100,00 €
	Football club de Ferrière	400,00 €	0,00 €		0,00 €
	Prévention routière	50,00 €	50,00 €		50,00 €
	Petits Jardins	250,00 €	250,00 €		250,00 €
	Ville d'Art et d'Histoire	200,00 €	200,00 €		200,00 €
	Photo en Touraine	0,00 €	300,00 €		300,00 €
	Festival Excentrique	4 000,00 €	5 000,00 €		5 000,00 €
	Imprévus	1 445,00 €	5 225,00 €		5 225,00 €
	TOTAL	32 070,00 €	30 000,00 €		30 000,00 €

Article	Dépenses	Pour mémoire 2011	Propositions 2012	Observations	Vote du Conseil Municipal €
6574	Subventions de fonct. Aux pers.de droit privé				
65741	Cantine, garderie centre de loisirs				
	Familles Rurales (cantine)	1 600,00 €	1 760,00 €		1 760,00 €
	Familles Rurales (garderie)	0,00 €	2 070,00 €		2 070,00 €
	Familles Rurales Ferrière CLSH	7 330,00 €	13 000,00 €		13 000,00 €
	TOTAL	8 930,00 €	16 830,00 €		16 830,00 €

Mme GRATADE et M. MÉREAU, Présidents d'associations concernées par la délibération, ne prennent pas part au vote, donc 10 votants.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- Décide de voter les subventions 2012, telles que définies ci-dessus.
- Autorise Mme le Maire à signer tous les documents nécessaires à la poursuite du dossier.

DCM 2012-0015. AVAP MISE EN PLACE DE L'INSTANCE CONSULTATIVE

Mme le Maire rappelle que la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 a substitué les Aires de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP) aux ZPPAUP. Le 7 novembre 2011, le Conseil Municipal avait décidé mettre à l'étude une AVAP.

Il est nécessaire de constituer une commission locale de l'aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine, la CLAVAP. Cette instance consultative a pour mission d'assurer le suivi de la conception et de la mise en œuvre des règles applicables à l'AVAP. Dans le cadre de l'instruction des demandes d'autorisation de travaux, elle peut être consultée par l'autorité compétente pour délivrer l'autorisation sur tout projet d'opération d'aménagement, de construction ou de démolition, notamment lorsque celui-ci nécessite une adaptation mineure des dispositions de l'AVAP.

La CLAVAP compte 15 membres maximum ; elle est présidée par le Maire et est constituée de :

- cinq membres, au minimum, du conseil municipal.
- le Préfet ou son représentant,
- le Directeur régional de l'environnement de l'aménagement et du logement ou son représentant,
- le Directeur régional des affaires culturelles ou son représentant ;
- quatre personnes qualifiées au titre de la protection du patrimoine culturel ou environnemental local ou des intérêts économiques locaux.

Madame le Maire rappelle que les élus suivants faisaient partie de la commission ZPPAUP : Pascal BEAUSSIER, Marie-Claire BOUIN, Michelle COURNARIE, Philippe MÉREAU, Raymonde VÉQUAUD. Elle leur demande s'ils souhaitent faire partie de la CLAVAP

Concernant les personnes qualifiées Mme le Maire explique qu'elle a demandé à divers organismes qualifiés de lui suggérer des membres, à savoir, la Chambre des Métiers et de l'Artisanat, l'association Sud Touraine Entreprise, la SEPANT (association de protection de la nature), l'association Alter Energie, la Société des Amis du Pays Lochois. Ces organismes l'ont orienté vers les personnes suivantes, qui ont donné leur accord de principe pour participer à la CLAVAP :

- Gérard FLEURY, historien
- Adrien PERCHERON, chef d'entreprise de taille de pierres
- Ambroise JAMIN, architecte
- Manon DRUET, urbaniste

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- Décide de constituer une commission locale de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine composée de :
 - ✓ cinq (ou plus) membres du conseil municipal :
 - Sophie MÉTADIER
 - Marie-Claire BOUIN
 - Michelle COURNARIE
 - Raymonde VÉQUAUD
 - Monique GUÉRY
 - ✓ le Préfet ou son représentant,
 - ✓ le Directeur régional de l'environnement de l'aménagement et du logement ou son représentant,
 - ✓ le Directeur régional des affaires culturelles ou son représentant ;
 - ✓ des personnes qualifiées au titre de la protection du patrimoine culturel ou environnemental local ou des intérêts économiques locaux :
 - Gérard FLEURY
 - Adrien PERCHERON
 - Ambroise JAMIN
 - Manon DRUET
- Autorise Mme le Maire à signer tous documents nécessaires à l'aboutissement de ce dossier.

DCM 2012-0016. TRANCHE CONDITIONNELLE SALLE DE LECTURE DE LA BIBLIOTHEQUE – ACTUALISATION DES MARCHÉS

Mme le Maire rappelle au Conseil Municipal qu'il a décidé en date du 12 décembre 2011 la réalisation de la salle de lecture de la bibliothèque (tranche conditionnelle n°4). Elle rappelle également que suite au choix des entreprises par délibération du 29 novembre 2010 les actes d'engagement ont été signés le 5 janvier 2011 et les ordres de services de début de travaux au 1^{er} février 2011. Suivant l'article 10 du cahier des clauses administratives générales, il faudra prévoir une réactualisation des prix pour les entreprises BRIAULT, DUHOURCQ, CHABOISSON, DOMINGUEZ, BRAZILIER, GADIN, TP2E, BARDET et monsieur MAES, architecte.

La réactualisation des prix est la suivante :

ENTREPRISES	MONTANTS HT PROPOSE	Actualisation des marchés suivant l'indice de novembre 2011
SARL Briault	7 065,48 €	7 368,59 €
F. Duhourcq	2 680,76 €	2 795,76 €
F. Duhourcq	2 871,31 €	2 994,49 €
Chaboisson	7 092,10 €	7 396,35 €
Ets Dominguez	5 650,60 €	5 893,01 €
A. Brazilier	1 771,74 €	1 847,75 €
P. Gadin	3 453,90 €	3 602,07 €
STE TP2E	4 677,48 €	4 878,14 €
Bardet	1 305,04 €	1 361,03 €
STE TP2E	1 096,45 €	1 143,49 €
Honoraires Archi.		2 969,99 €
Total HT	37 664,86 €	42 250,67 €
Tva	7 382,31 €	8 281,13 €
Total TTC	45 047,17 €	50 531,80 €

Mme le Maire propose d'accepter la réactualisation des prix selon le tableau ci-dessus.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- Décide d'accepter la réactualisation des prix comme exposé ci-dessus, pour un montant total de 1 933.77 € pour les entreprises, augmenté des honoraires de l'architecte 3 552,10 € TTC.
- Autorise Mme le Maire à signer tous les documents nécessaires à la poursuite de ce dossier.

DCM 2012-0017. DEMANDE DE SUBVENTION AU SIEIL POUR LES TRAVAUX 2012 DE MISE AUX NORMES ECLAIRAGE PUBLIC

Mme le Maire rappelle au Conseil Municipal qu'il avait décidé par délibération en date du 3 octobre 2011 de faire exécuter les travaux de mise aux normes de l'éclairage public par l'entreprise CITEOS en deux tranches. En fin d'année il a été demandé une subvention au Syndicat Intercommunal d'Electrification d'Indre-et-Loire (SIEIL) pour réaliser la première tranche de travaux d'un montant de 22 724,00 € TTC. Une subvention d'un montant de 7 679,60 € a été accordée à la mairie au titre de l'année 2011.

Pour l'année 2012, Mme le Maire propose au Conseil Municipal de réaliser la deuxième tranche pour un montant de 19 629,25 € TTC et de solliciter une subvention au SIEIL selon le plan de financement ci-dessous :

ARTICLE	DESIGNATION	DEPENSES HT	DEPENSES TTC	RECETTES
21534	éclairage public	16 413,00 €	19 629,95 €	
1328	Subvention SIEIL			6 923.90 €
	Commune			12 706,05 €

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- Décide d'engager la deuxième tranche de travaux de mise aux normes de l'éclairage public.
- Sollicite auprès du SIEIL une subvention de 6923.90 €.
- Autorise Mme le Maire à signer tous les documents nécessaires à la poursuite de ce dossier.

DCM 2012-0018. PARTICIPATION AUX CENTRES DE LOISIRS SANS HÉBERGEMENT (HORS CENTRE DE LOISIRS FERRIÈRE SUR BEAULIEU)

Mme le Maire explique au Conseil Municipal que cette délibération n'a pu être préparée et propose qu'elle soit reportée ultérieurement.

DCM 2012-0019. SIEIL COMPÉTENCE CARTOGRAPHIE

Mme le Maire explique au Conseil Municipal que cette délibération n'a pu être préparée et propose qu'elle soit reportée ultérieurement.

DCM 2012-0020. PARTICIPATION CNAS 2012

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 3 novembre 2008 acceptant l'installation du siège de la délégation départementale du CNAS d'Indre-et-Loire à la mairie de Beaulieu-Lès-Loches.

Vu la convention de partenariat signée le 3 novembre 2008.

Mme le Maire propose de demander au CNAS une participation financière de 475 € pour l'année 2012 pour les frais occasionnés et la mise à disposition de personnel.

M. Yves BANDEVILLE, Président de la délégation d'Indre-et-Loire du Comité National d'Action Sociale pour le personnel des collectivités territoriales (CNAS) ne participe pas au vote ; donc 11 votants.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- Décide de demander au CNAS une participation financière de 475 € pour l'année 2012 pour les frais occasionnés et la mise à disposition de personnel.
- Autorise Mme le Maire à signer tous les documents nécessaires à la poursuite de cette affaire.

DCM 2012-0021. PRIX DES BILLETS DES SPECTACLES ET ANIMATIONS 2012

Mme COURNARIE rappelle au Conseil Municipal qu'il doit fixer les prix des différentes manifestations et animations organisées par la Commune. Les sommes seront encaissées dans la régie des divers.

Après avis des commissions concernées, elle propose les prix suivants :

- Concert et spectacles théâtraux : entrée 10 €, gratuit pour les moins de 12 ans.
- Ateliers pour enfants et jeux de pistes : 3.50 €
- Spectacles pour enfants : 5 €
- Spectacles nocturnes : entrée 8 €, gratuit moins de 12 ans

M. BEAUSSIER demande d'il serait possible de prévoir un tarif dégressif pour les fratries. Cela semble opportun, les enfants ne payant pas, sauf le spectacle de Noël qui est particulièrement peu cher.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- Donne son accord pour les prix des différentes manifestations et animations organisées par la commune.
- Dit que les sommes seront encaissées dans la régie des divers.
- Autorise Mme le Maire à signer tous les documents nécessaires à la poursuite du dossier.

DCM 2012-0022. GRATIFICATION STAGIAIRE

Mme le Maire rappelle au Conseil Municipal que lors de différentes réunions d'adjoints et de finances, il a été décidé d'accueillir en stage à la mairie, un étudiant pendant une période de trois à six mois.

L'article 30 de la loi du 24 novembre 2009 relative à l'orientation et à la formation professionnelle tout au long de la vie impose le versement d'une gratification pour les stages d'une durée supérieure à 2 mois. Le montant de la gratification versée au stagiaire doit être précisé dans la convention de stage. Pour le secteur public, aucun texte ne détermine le montant de cette gratification. Toutefois le décret n°2008-96 du 31 janvier 2008 prévoit que le montant horaire de la gratification est fixé à 12,5% du plafond horaire de la sécurité sociale. La gratification est versée mensuellement au stagiaire et lors de l'élaboration du budget des crédits ont été prévus à cet effet.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- Décide de verser une gratification selon les textes en vigueur (12.5 % du plafond horaire de la sécurité sociale) au stagiaire de la mairie, pour une période de trois à six mois.
- Autorise Mme le Maire à signer tous les documents nécessaires à la poursuite du dossier.

DCM 2012-0023. TARIFS DES LOCATIONS DES SALLES ET MATÉRIELS COMMUNAUX

Mme le Maire explique au Conseil Municipal que cette délibération n'a pu être préparée et propose qu'elle soit reportée ultérieurement.

DCM 2012-0024. CHANGEMENT D'ADRESSE DU SIÈGE SOCIAL DE L'ASSOCIATION PAGE A PAGE

Mme le Maire explique au Conseil Municipal que l'Association Page à Page créée le 25 novembre 2008, dont le but est « la création, la gestion, et le fonctionnement d'une bibliothèque à Beaulieu-Lès-Loches » est domiciliée à la Mairie de Beaulieu-Lès-Loches. Cette association souhaite transférer son siège social à la bibliothèque au 16 rue de Guigné.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- Accepte le transfert du siège social de l'association Page à Page au 16 rue de Guigné.
- Autorise Mme le Maire à signer tous les documents nécessaires à la poursuite du dossier.

DCM 2012-0025. REMBOURSEMENTS RECUS DE DIFFÉRENTS ORGANISMES

Mme le Maire explique au Conseil Municipal avoir reçu deux chèques correspondant à des remboursements d'assurances.

- Un chèque de la compagnie d'assurances SMACL d'un montant de 1721.24 € correspondant à un sinistre survenu le 7 septembre 2011. Nous avons loué un cylindre à la société Bleu-Blanc à Loches pour traiter les accotements de la rue du Pressoir. L'agent chargé de cette tâche a mordu le bas côté de la route et le cylindre s'est renversé dans le fossé, une déclaration a été faite auprès de la compagnie d'assurance. Les travaux de réparation ont été effectués et réglés par la commune. Aujourd'hui la SMACL, nous rembourse comme suit :

Montant des dommages garantis (selon devis établi par une entreprise) :	2021.24 €
Montant de la franchise	-300.00 €
Montant du règlement immédiat :	1721.24 €
- Un chèque d'un montant de 745.48 €, de la compagnie d'assurances ASTER correspondant au remboursement des indemnités journalières de congés de longue maladie d'un agent communal, pour la période du 1^{er} novembre 2011 au 30 novembre 2011.

Mme le Maire propose au Conseil Municipal d'accepter ces deux chèques.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- Accepte l'offre de la compagnie d'assurances SMACL pour un montant de 1721.24€
- Accepte le chèque de la compagnie ASTER d'un montant de 745.48 €
- Autorise Mme le Maire à signer tous les documents nécessaires à la poursuite de cette affaire.

INFORMATIONS

- ✓ Renouvellement d'un Contrat Unique d'Insertion (CUI) : le Contrat d'Accompagnement vers l'Emploi (CAE) pour les services techniques a été renouvelé pour 6 mois du 1er avril au 30 septembre 2012.
- ✓ Réunion du service jeunesse de Loches le 4 avril à 18 h 30.
- ✓ Fête du développement durable « Ecosphère », le samedi 24 mars, de 10h à 17h, à la salle des Templiers de 10 h à 17 h organisée par Familles Rurales.
- ✓ Scène Ouverte Crescendo le Mardi 11 avril à Beaulieu-Lès-Loches, aux Templiers.
- ✓ Assemblée Générale Page à Page jeudi 29 mars à 19 H 30.
- ✓ Plantation de l'arbre de la Laïcité, le 22 mars à 15 H.
- ✓ Mme MÉTADIER pourrait être absente du 22 mai au 9 juin.

Fin du Conseil Municipal à 22 H

Le Secrétaire Michèle VILLATTE

Prochains Conseils le 23 avril 2012 à 20 H 30
le 21 mai 2012 à 20 H 30